IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

OBSERVATOIRE
politique et
géostratégique
des États-Unis

Revue d'analyses

LES ÉTATS-UNIS, LA CHINE ET LE CLIMAT

Damien Tschantré / Journaliste

Janvier 2024

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Damien Tschantré / Journaliste

Damien Tschandré réalise pour l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis, ainsi que l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique, des revues d'analyses thématiques d'articles récents de chercheurs et d'experts dans le monde. En 2022, il a collaboré avec le Centre français de recherche sur l'Irak pour effectuer ce même type d'exercice. Il est diplômé d'un Master 2 dans le domaine de la médiation des sciences et des savoirs au Conservatoire national des arts et métiers en 2023. Il a aussi été diplômé de l'École supérieure de journalisme de Paris en 2019.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE POLITIQUE ET GÉOSTRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS

Sous la direction de **Romuald Sciora**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'IRIS a pour ambition d'offrir un éclairage sur les élections présidentielles et législatives de 2024 et sur l'évolution des États-Unis contemporains, notamment l'impact de celle-ci sur la coopération franco-étatsunienne, l'Union européenne et le reste du monde.

Il s'articule autour de la publication d'analyses, la copublication d'ouvrages de référence, la production de vidéos et l'organisation d'évènements (conférences, tables rondes, colloques) en France, aux États-Unis et au Canada.

The Academy of Political Science fondée par l'Université Columbia de New-York, **the Columbia-SIPA Urban and Social Policy Program** et la **Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal**, sont les principaux partenaires académiques de l'Observatoire.

iris-france.org

@InstitutIRIS

@InstitutIRIS

institut_iris

IRIS

IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

© IRIS - Tous droits réservés

Du 4 au 7 novembre 2023, à quelques jours de la COP 28 de Dubaï, une rencontre cruciale sur le climat s'est déroulée en Californie entre les représentants des États-Unis et de la République populaire de Chine (RPC). Ces deux nations représentent non seulement une nouvelle rivalité économique et stratégique majeure, mais ils sont également parmi les plus grands émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre, ce qui les place au cœur de la crise climatique.

La réunion à Sunnylands a abouti à une déclaration commune, approuvée par les émissaires spéciaux des deux pays, l'ancien secrétaire d'État américain John Kerry et l'ex-ministre chinois du climat Xie Zhenhua[1]. Malgré les tensions croissantes entre Washington et Pékin, en particulier concernant les revendications territoriales en mer de Chine méridionale et à Taïwan, les négociateurs étaient déterminés à trouver des solutions rapides. La profondeur de la coopération entre les deux pays dans le domaine climatique a été soulignée par **Lili Pike** de ***Foreign Policy***[2], qui a noté que, « Malgré des relations complexes, le climat était devenu un domaine rare de coordination approfondie entre les deux superpuissances ».

Deborah Seligsohn et **Ilaria Mazzocco**, membres du **Center for Strategic and International Studies (CSIS)**, estiment que les politiques climatiques actuellement en place aux États-Unis et en République populaire de Chine (RPC) sont efficaces en ce qui concerne le développement des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, ainsi que l'électrification des secteurs industriel, des transports et des foyers. Cependant, elles soulignent que ces initiatives ne progressent pas assez rapidement pour répondre aux enjeux climatiques actuels.

Selon les chercheuses, l'accord de coopération récemment conclu entre John Kerry et Xie Zhenhua représente une opportunité de catalyser les actions des deux pays, en particulier en ce qui concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le soutien aux communautés dans leur transition loin des combustibles fossiles[3]. Elles considèrent que les négociations ont réussi à inciter la Chine à renforcer son engagement en matière de réduction d'émissions d'ici 2035. En d'autres termes, cet accord pourrait jouer un rôle crucial pour accélérer les progrès et atteindre des objectifs climatiques plus ambitieux.

Selon les économistes **Michael Damian** et **Nathalie Rousset**, la déclaration semble indiquer une reprise du dialogue, mais elle est dépourvue d'engagements concrets. Elle se limite à

[1] « Déclaration de Sunnylands sur le renforcement de la coopération pour faire face à la crise climatique », U.S Department of State, 14 novembre 2023 : https://www.state.gov/sunnylands-statement-on-enhancing-cooperation-to-address-the-climate-crisis/

[2] Lili Pike, « The Climate Envoys Who Could », *Foreign Policy*, 8 décembre 2023, https://foreignpolicy.com/2023/12/08/us-china-kerry-xie-climate-cooperation-cop28/

[3] Deborah Seligsohn, Ilaria Mazzocco, *« What the Sunnylands Statement Means for US-China Climate Cooperation »* CSIS, le 16 novembre 2023. https://www.csis.org/analysis/what-sunnylands-statement-means-us-china-climate-cooperation

réaffirmer la volonté des parties concernées de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C, d'accroître trois fois les capacités des énergies renouvelables et de réduire les émissions de tous les gaz à effet de serre, en mettant particulièrement l'accent sur le méthane. Cependant, ces dernières émissions sont en forte augmentation, et elles seules pourraient compromettre les objectifs de l'Accord de Paris[4].

Les économistes soulignent également que la déclaration reste silencieuse sur la question cruciale de la sortie des combustibles fossiles et du charbon, qui représentent à eux seuls 40% des émissions mondiales de carbone. Ils jugent cette omission préoccupante, car l'abandon de ces sources d'énergie hautement émettrices est essentiel pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux. Ainsi, bien que la déclaration exprime une intention de dialogue, l'absence d'engagements concrets et le silence sur des questions importantes suscitent leurs inquiétudes quant à la possibilité de voir tout cela se traduire par des actions significatives contre le changement climatique.

C'est sur la dynamique de la déclaration de Sunnylands que la Chine et les États-Unis ont participé à la COP28 de Dubaï à la fin de l'année 2023. Cet événement a été marqué par l'absence de leurs chefs d'États respectifs, suscitant des commentaires mitigés et persistants des scientifiques préoccupés par les actions, ou l'absence d'actions, des États face au changement climatique. Avant même le début de la COP, des critiques avaient été formulées à l'encontre de son président, Sultan al-Jaber, en raison de conflits d'intérêts. En effet, du fait de ses positions de ministre de l'Énergie des Émirats arabes unis et de principal dirigeant de la compagnie pétrolière nationale émiratie, une importante source d'émissions de gaz à effet de serre, des préoccupations ont été soulevées quant à son impartialité dans la promotion de mesures efficaces contre le réchauffement climatique.

À la clôture de la COP28, **Tegan Blaine** de **l'agence fédérale américaine United States Institute of Peace,** a souligné que les nations sont encore loin d'atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris pour abandonner les combustibles fossiles dans un monde sous tension. Cependant, elle identifie des progrès significatifs. Elle qualifie d'ailleurs d'« historique » l'agrément trouvé à Dubaï, soulignant son caractère remarquable en appelant à une transition équitable, ordonnée et juste loin des énergies fossiles[5].

[4] Michel Damian et Nathalie Rousset, « De Rio à Dubaï : les rivalités entre les États-Unis et la Chine dans les négociations climatiques », *The Conversation*, le 3 décembre 2023. https://theconversation.com/de-rio-a-duba-les-rivalites-entre-les-etats-unis-et-la-chine-dans-les-negociations-climatiques-218411

[5] Tegan Blaine, « At COP28, Transitioning Away from Fossil Fuels, But No Deal on a Phase Out », *United States Institute of Peace*, le 14 décembre 2023. https://www.usip.org/publications/2023/12/cop28-transitioning-away-fossil-fuels-no-deal-phase-out

De plus, **Tegan Blaine** constate une augmentation de l'engagement du secteur privé. Cependant, elle souligne l'absence de mécanismes de responsabilisation clairement définis, malgré la notoriété de ces engagements. Bien qu'un fonds dédié aux « pertes et dommages » ait été créé pour aider les pays vulnérables, elle met en évidence le fait que les contributions financières des nations ne répondent pas adéquatement aux besoins. En ce qui concerne l'avenir, la chercheuse exprime des inquiétudes en soulignant que la CCNUCC[6] ne parvient pas à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Cela accroît les risques de conflits liés aux impacts directs du changement climatique, à la transition vers des sources d'énergie plus modernes et aux tensions géopolitiques. Elle conclut en affirmant que des approches novatrices sont désespérément nécessaires pour construire une communauté mondiale capable de réaliser des progrès plus rapides.

Selon **Michael Damian** et **Nathalie Rousset**, nous sommes désormais confrontés à l'époque du « dépassement climatique ». La température moyenne mondiale devrait dépasser le seuil des 1,5 °C au cours des cinq prochaines années. De plus, les deux économistes soulignent que le « système multilatéral de la lutte contre le réchauffement climatique », tel que nous le connaissons actuellement et jusqu'ici essentiellement régenté par les États-Unis et l'Occident, pourrait prochainement passer sous l'influence de la Chine et du Sud global, qui représentent ensemble 80 % de la population mondiale. Ces pays soutiennent tous l'ambition de parvenir à la neutralité carbone, mais restent attachés à leurs objectifs de développement, objectifs malheureusement et inéluctablement liés à de très importantes émissions de gaz à effet de serre [7]…

Indépendamment de l'évolution de la coopération entre Washington et Pékin sur le climat et de son véritable impact mondial, la COP28 de Dubaï marque la fin d'une ère. En effet, Xie Zhenhua devrait prendre sa retraite du gouvernement, et John Kerry se prépare également à le faire. L'année 2024 pourrait donc marquer le début d'un nouveau cycle de négociations entre les États-Unis et la RPC, avec de nouveaux acteurs à la tête de ces pourparlers.

[6] Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

[7] Michel Damian et Nathalie Rousset, « De Rio à Dubaï : les rivalités entre les États-Unis et la Chine dans les négociations climatiques », *The Conversation*, le 3 décembre 2023. https://theconversation.com/de-rio-a-duba-les-rivalites-entre-les-etats-unis-et-la-chine-dans-les-negociations-climatiques-218411

L'expertise stratégique en toute indépendance

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.